



SECRETARIAT

AS/Jur (2019) CB 06 **Rév**

8 octobre 2019

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord **révisé** de la réunion tenue à Strasbourg du 30 septembre au 3 octobre 2019

[LES CHANGEMENTS DEPUIS LE DERNIER ENVOI SONT SURLIGNÉS EN JAUNE]

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Strasbourg du 30 septembre au 3 octobre 2019 :

- **le lundi 30 septembre 2019 à 14h00**, sous la présidence de Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande, SOC), en ce qui concerne :
 - **Auditions et échanges de vues durant la semaine** : a décidé d'ouvrir au public la discussion sur *l'abolition de la peine de mort : 17^{ème} Journée mondiale contre la peine de mort* (Rapporteur général : M. Titus Corlăţean, Roumanie, SOC) et l'audition sur *la situation des défenseurs de droits de l'homme dans les États membres du Conseil de l'Europe* (Rapporteur général : M. Raphaël Comte, Suisse, ADLE) ; et a décidé d'ouvrir au public l'audition sur *éradiquer la torture en Europe : échange de vues avec le CPT sur son rapport annuel et ses récentes déclarations publiques*, organisée conjointement avec la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi) ;
 - **Le rétablissement des droits de l'homme et de l'État de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord** (Rapporteur : M. Frank Schwabe, Allemagne, SOC) : a pris note du rapport oral du rapporteur sur sa visite à Moscou et Grozny (Fédération de Russie) du 18 au 20 septembre 2019 ; a autorisé le rapporteur à effectuer une autre visite d'information en Fédération de Russie, incluant les républiques d'Ingouchie et du Daghestan (sous réserve de la disponibilité des fonds) ; et a décidé de demander une prolongation du renvoi de ce rapport jusqu'au 31 mars 2020 ;
 - **Cas signalés de prisonniers politiques en Azerbaïdjan** (Rapporteuse : Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir, Islande, SOC) : a pris note du rapport oral de la rapporteuse sur sa visite à Bakou (Azerbaïdjan) du 5 au 7 septembre 2019, et de son intention de présenter un projet de rapport lors de la réunion de la commission du 10 décembre 2019 ;
 - **L'assassinat de Mme Daphne Caruana Galizia et l'État de droit, à Malte et ailleurs : veiller à ce que toute la lumière soit faite** (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a tenu un échange de vues sur le suivi de la [Résolution 2293 \(2019\)](#) de l'Assemblée ; a pris connaissance de la note d'information du rapporteur concernant la mise en place d'une enquête publique indépendante sur le meurtre de Mme Caruana Galizia et a décidé de la déclassifier ; a adopté [une déclaration](#) approuvant la note d'information du rapporteur ; et a décidé de revenir sur ce point à sa prochaine réunion ;
 - **La nécessité de faire la lumière sur les circonstances du meurtre de Boris Nemtsov** (Rapporteur : M. Emanuelis Zingeris, Lituanie, PPE/DC) : a autorisé le rapporteur à effectuer une visite d'information en Fédération de Russie dans le cadre de son mandat de suivi pour la [Résolution 2297 \(2019\)](#) de l'Assemblée (sous réserve de la disponibilité des fonds) ;

- **Le crash de l'avion polonais Tu-154M transportant la délégation de l'État polonais, le 10 avril 2010 sur le territoire de la Fédération de Russie** (Rapporteur ; M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a tenu un échange de vues sur le suivi de la [Résolution 2246 \(2018\)](#) de l'Assemblée et a pris note de la réponse reçue par les autorités polonaises ;
- **le mardi 1^{er} octobre 2019 à 08h30**, en ce qui concerne :
 - **Améliorer la protection des lanceurs d'alerte partout en Europe** (Rapporteur : M. Sylvain Waserman, France, ADLE) : a pris position sur 5 amendements au projet de résolution ;
- **Nomination de rapporteurs**

Pour rapport :

- **Traiter la question des combattants étrangers de Daech et de leurs familles qui rentrent de Syrie et d'ailleurs dans les États membres du Conseil de l'Europe** : a nommé M. Pieter Omtzigt (Pays-Bas, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **Faire rendre des comptes pour la destruction du vol MH 17** : a nommé M. Titus Corlăţean (Roumanie, SOC) en son absence, sous réserve qu'il fasse une déclaration d'absence de conflit d'intérêts lors d'une prochaine réunion ;
- **La mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme –10^{ème} rapport** : suite au départ du rapporteur précédent, M. Evangelos Venizelos (Grèce, SOC), de l'Assemblée, a nommé M. Constantin Efstathiou (Chypre, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
- **70^e anniversaire des Conventions de Genève: la contribution du Conseil de l'Europe à la synergie croissante entre le Droit international humanitaire et le Droit international des droits de l'homme** : a nommé Lord Richard Balfe (Royaume-Uni, CE/AD) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

Pour avis :

- **Enrayer le développement de démocraties malades en Europe** (Rapporteuse pour la Commission des questions politiques et de la démocratie : Mme Marie-Christine Dalloz, France, PPE/DC) : a nommé M. Vladimir Vardanyan (Arménie, PPE/DC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

Pour information :

- **L'aide humanitaire et l'assistance juridique aux victimes de graves violations des droits de l'homme et le droit à réparation** : a pris note du renvoi de l'Assemblée de cette proposition pour information ;
- **Droits de l'homme et changement climatique** : a adopté [une déclaration publique](#) et a décidé de déposer au nom de la commission, une proposition de résolution ;
- **L'abolition de la peine de mort : 17^{ème} Journée mondiale contre la peine de mort** (Rapporteur général : M. Titus Corlăţean, Roumanie, SOC) : a adopté une déclaration à publier lors de la 17^{ème} Journée mondiale contre la peine de mort (10 octobre 2019) ;
- **Les responsables politiques devraient-ils être poursuivis pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat ?** (Rapporteur : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC) : a pris connaissance de la note introductive du rapporteur et a décidé de la déclassifier ; et a décidé de tenir une audition avec un maximum de trois experts lors d'une prochaine réunion, d'autoriser le rapporteur à effectuer une visite d'information à Madrid et à Barcelone (Espagne) (les deux sous réserve de la disponibilité des fonds), de demander un avis de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) qui précise dans quelles circonstances, le cas échéant, la Convention européenne des droits de l'homme autorise l'incrimination des appels à des changements constitutionnels radicaux par des moyens pacifiques lancés par les responsables politiques ou les

représentants de la société civile, y compris les appels à l'indépendance ou à une autonomie étendue de certaines parties du territoire national ; et d'adresser un questionnaire aux parlements nationaux via le Centre européen de recherche et de documentation parlementaires (CERDP) ;

- **La protection de la liberté de religion ou de croyance sur le lieu de travail** (*Rapporteur : M. Davor Stier, Croatie, PPE/DC*) : a tenu une audition avec la participation de :
 - Mme Katayoun Alidadi, professeure adjointe en études juridiques, département d'histoire et de sciences sociales, Université Bryant, Rhode Island, États-Unis (par vidéo conférence) ;
 - M. Javier Martinez-Torron, professeur de droit, Université Complutense, Madrid, Espagne ;
 - Mme Nazila Ghanea, Professeure agrégée de droit international des droits de l'homme à l'Université d'Oxford (par vidéo conférence) ;

Sous la présidence de Lord Richard Balfe (Royaume-Uni, CE/AD)

- **le mardi 1^{er} octobre 2019 à 17h30**, en ce qui concerne :
 - **Les juges doivent rester indépendants en Pologne et en République de Moldova** (*Rapporteur : M. Andrea Orlando, Italie, SOC*) : a pris connaissance de la note introductive du Rapporteur et a décidé de la déclassifier, et de tenir une audition avec un maximum de trois experts à une prochaine réunion et d'autoriser le rapporteur à mener une visite d'information en Pologne (les deux sous réserve de la disponibilité des fonds) ;
 - **Forum mondial de la démocratie** (*Strasbourg, 6-8 novembre 2019*) : a invité les membres intéressés à participer à cet événement à se manifester auprès du secrétariat avant 13h00 le 2 octobre 2019 ;
 - **Aspects juridiques concernant les « véhicules autonomes »** (*Rapporteur : M. Ziya Altunyaldiz, Turquie, NI*) : a pris connaissance de la note introductive du rapporteur et a accepté de tenir une audition avec un maximum de trois experts lors d'une prochaine réunion et d'autoriser le rapporteur à visiter une organisation en Europe qui effectue de la recherche dans le domaine des véhicules autonomes (les deux sous réserve de la disponibilité des fonds) ;

Sous la présidence de Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande, SOC)

- **Nécessité d'un ensemble de normes communes pour les institutions du médiateur en Europe** (*Rapporteur : Lord Richard Balfe, Royaume-Uni, CE/AD*) : a pris position sur un amendement au projet de résolution et sur un amendement au projet de recommandation ;
- **L'abolition de la peine de mort : 17^{ème} Journée mondiale contre la peine de mort** (*Rapporteur général : M. Titus Corlăţean, Roumanie, SOC*) : a tenu un échange de vues en avance de la 17^{ème} Journée mondiale contre la peine de mort (10 octobre 2019), y compris avec des représentants du parlement et de la société civile biélorusses sur les perspectives de l'abolition de la peine de mort au Belarus ;
- **La situation des défenseurs des droits de l'homme dans les États membres du Conseil de l'Europe** (*Rapporteur général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme : M. Raphaël Comte, Suisse, ADLE*) : a tenu une audition avec la participation de :
 - M. Gerald Staberock, Secrétaire général, Organisation mondiale contre la torture, Genève, Suisse ;
 - Mme Emma Sinclair-Webb, directrice principale sur la Turquie, Division Europe et Asie centrale, *Human Rights Watch*, Istanbul, Turquie ;
 - Mme Elena Jiménez, membre du conseil d'administration, *Omnium Cultural*, Barcelone, Espagne ;
- **le jeudi 3 octobre 2019 à 08h30** en ce qui concerne :
 - **Eradiquer la torture en Europe : échange de vues avec le CPT sur son rapport annuel et ses récentes déclarations publiques** » (*conjointement avec la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi)*) : a tenu une audition avec :

- M. Mykola Gnatovskyy, Président du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines et traitements inhumains ou dégradants (CPT) ;
 - M. Mark Kelly, 1^{er} Vice-Président du CPT ;
 - Mme Eva Csergö, Chargée de programme pour l'Europe et l'Asie centrale, Association pour la Prévention de la Torture, Genève, Suisse (par vidéo conférence) ;
- **Sous-commission des droits de l'homme** : a entendu un rapport de la Présidente de la sous-commission des droits de l'homme à propos de la réunion qui s'est tenue à Strasbourg le mercredi 2 octobre 2019 et a approuvé les propositions de la sous-commission concernant l'ordre de préférence des candidats au Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) figurant sur les listes présentées par les délégations de l'Albanie, de la Lettonie et du Portugal, pour transmission au Bureau de l'Assemblée ;
 - **Droits de l'homme et entreprises : quelles suites donner à la Recommandation CM/Rec(2016)3 du Comité des Ministres ?** (Rapporteur : M. Elshad Hasanov, Azerbaïdjan, NI) : a examiné un projet de rapport présenté par le rapporteur et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation ;
 - **Incident au Kosovo¹ concernant un agent russe de la MINUK** : a tenu un échange de vues et a pris connaissance d'une note informelle envoyée par le consulat général du Kosovo à Strasbourg et des informations fournies oralement par M. Bashkin (Fédération de Russie, NI) concernant l'incident survenu le 28 mai 2019 ;
 - **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note des réponses du Comité des Ministres (respectivement [Doc. 14950](#) et [Doc.14914](#)) à la [Recommandation 2146 \(2019\)](#) sur *Améliorer le suivi des recommandations du CPT : un rôle renforcé pour l'Assemblée parlementaire et les parlements nationaux* et à la [Recommandation 2147 \(2019\)](#) sur *Protéger les droits de l'homme pendant les transfèrements de détenus* ;
 - **Participation des membres à des conférences, réunions, séminaires, etc.** : a pris note d'un résumé par le représentant suivant :
 - 58^{ème} réunion plénière de MONEYVAL, 15-19 juillet 2019 : M. Titus Corlăţean, Roumanie, SOC (rapport écrit)
 - **Questions diverses** :

Sous-commissions : a accepté la proposition de la délégation grecque de désigner M. Evripidis Stylianidis (Grèce, PPE/DC) comme titulaire et M. Georgios Katrougalos (Grèce, GUE) en tant que son suppléant à la sous-commission des droits de l'homme, M. Evripidis Stylianidis (Grèce, PPE/DC) comme titulaire et Mme Liana Kanelli (Grèce, GUE) en tant que sa suppléante à la sous-commission sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme et M. Dimitrios Kairidis (Grèce, PPE/DC) comme titulaire et M. Georgios Katrougalos (Grèce, GUE) en tant que son suppléant à la sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ; et la proposition de la délégation Belgique de désigner Mme Marie-Christine Marghem (Belgique, ADLE) comme titulaire à la sous-commission des droits de l'homme, M. Georges-Louis Bouchez (Belgique ; ADLE) comme titulaire à la sous-commission sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, et Mme Marie-Christine Marghem (Belgique, ADLE) en tant que titulaire à la sous-commission sur la mise en oeuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ;

 - **Conférence internationale "New Technology and the Law – a Human Rights Perspective"** (4 novembre 2019, Université d'Herzen, St Pétersbourg, Fédération de la Russie) : a autorisé la participation de M. Boriss Cilevičs (Lettonie, SOC) en tant que rapporteur sur la *Justice par algorithme – le rôle de l'intelligence artificielle dans les systèmes de police et de justice pénale*, sans frais pour l'Assemblée ;
 - **Réseau parlementaire mondial de l'OCDE (Paris, 10 octobre 2019)** : a noté que M. Olivier Becht (France, ADLE) a indiqué au secrétariat son intérêt à participer à cet événement ;

¹ Toute référence au Kosovo, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

- **La situation des défenseurs de droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe** (*Rapporteur général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme : M. Raphaël Comte, Suisse, ADLE*) : a accepté de renouveler le mandat du rapporteur général pour un an ;
 - **Ticket annuel 2019** : a pris note des informations pratiques concernant la réunion à Berlin, Allemagne, les 14 (après-midi) et 15 novembre 2019 ;
- **Prochaines réunions** : a confirmé sa réunion du 10 décembre 2019 et a pris note des réunions à venir :

Commission plénière :

- Berlin, 14 (après-midi) -15 novembre 2019 (Bundestag)
- Paris, 10 décembre 2019 (Bureau du Conseil de l'Europe)

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna, Kelly Sipp

La Sous-commission des droits de l'homme (de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Strasbourg le mercredi 2 octobre 2019 à 14h00, sous la présidence de Mme Azadeh Rojhan Gustafsson, (Suède, SOC), en ce qui concerne :

- **Comité européen pour la prévention de la torture (CPT)** : a examiné les listes des candidats au CPT au titre de l'Albanie, de la Lettonie et du Portugal ; en l'absence de membre de la délégation nationale pour présenter la liste, a reporté l'examen des listes de candidats au CPT au titre de la Pologne et de la République slovaque à sa prochaine réunion; et a encouragé les délégations de la Bosnie-Herzégovine, de la Roumanie et de la Fédération de Russie à présenter des listes de candidats au CPT dès que possible ;
- **Prochaine réunion** : pendant la partie de session de janvier 2020.

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna, Kelly Sipp

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
 Directeurs et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
 Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
 Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
 Secrétaire Général du Congrès
 Secrétaire du Comité des Ministres
 Directeurs Généraux
 Directeur de Cabinet de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe
 Directrice du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme
 Directeur de la Communication
 Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe